



BIEN PREPARER L'EXPATRIATION DE VOS SALARIES

World Trade Center

17 novembre 2020

SOMMAIRE

1. Aspects sociaux


2. Aspects fiscaux



1. Aspects sociaux

1. Aspects sociaux

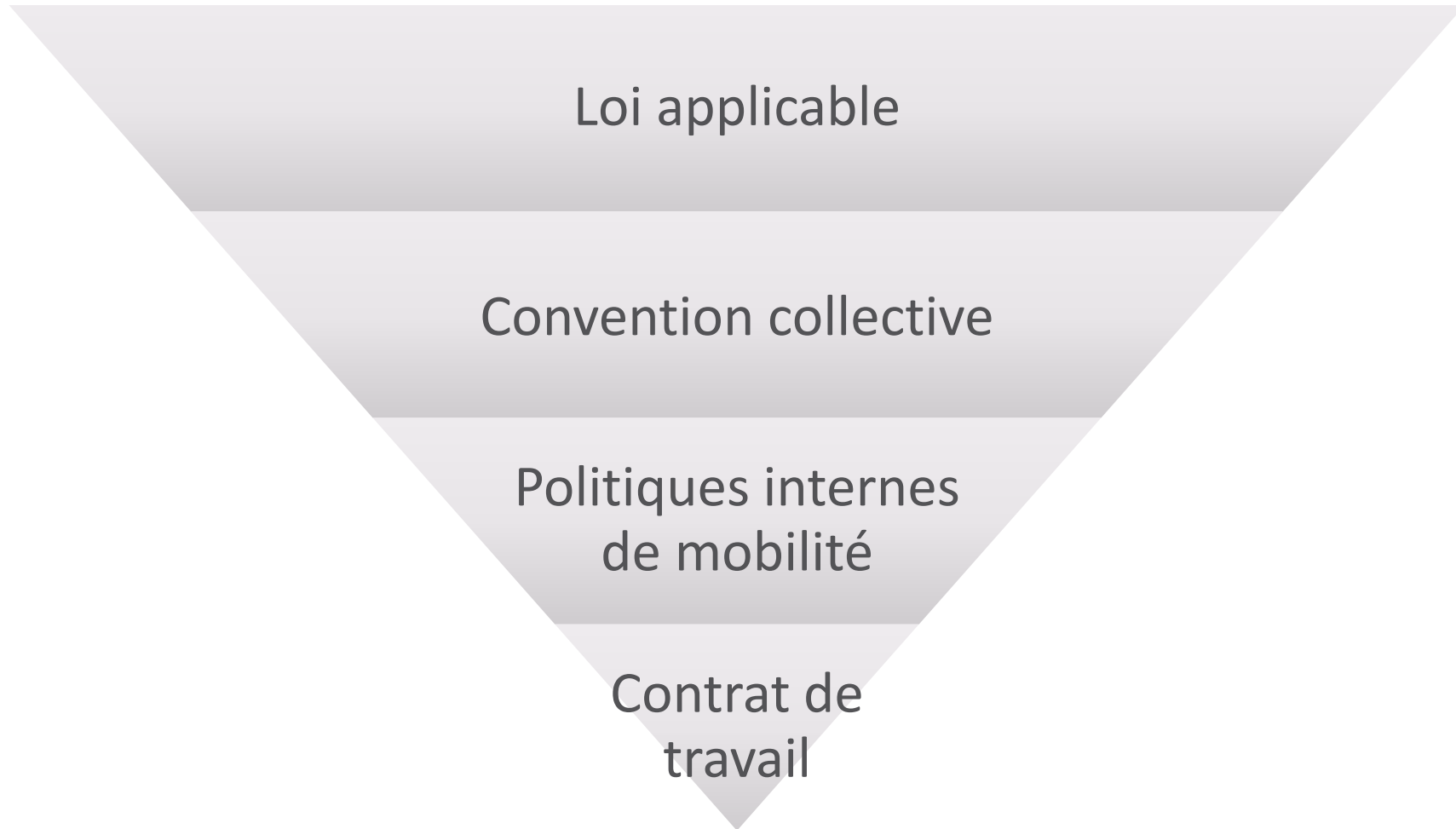
SE POSER LES BONNES QUESTIONS :



| | |
|--|---|
| Durée ? | <ul style="list-style-type: none">• Quelle durée prévisible ?• Un retour est-il prévu? |
| Quelles formalités administratives ? | <ul style="list-style-type: none">• Autorisation de travail• Titre de séjour |
| Existe-t-il une structure d'accueil ? | |
| Qui exerce les prérogatives de l'employeur ? | <ul style="list-style-type: none">• Direction• Rémunération• contrôle |
| | |
| | |

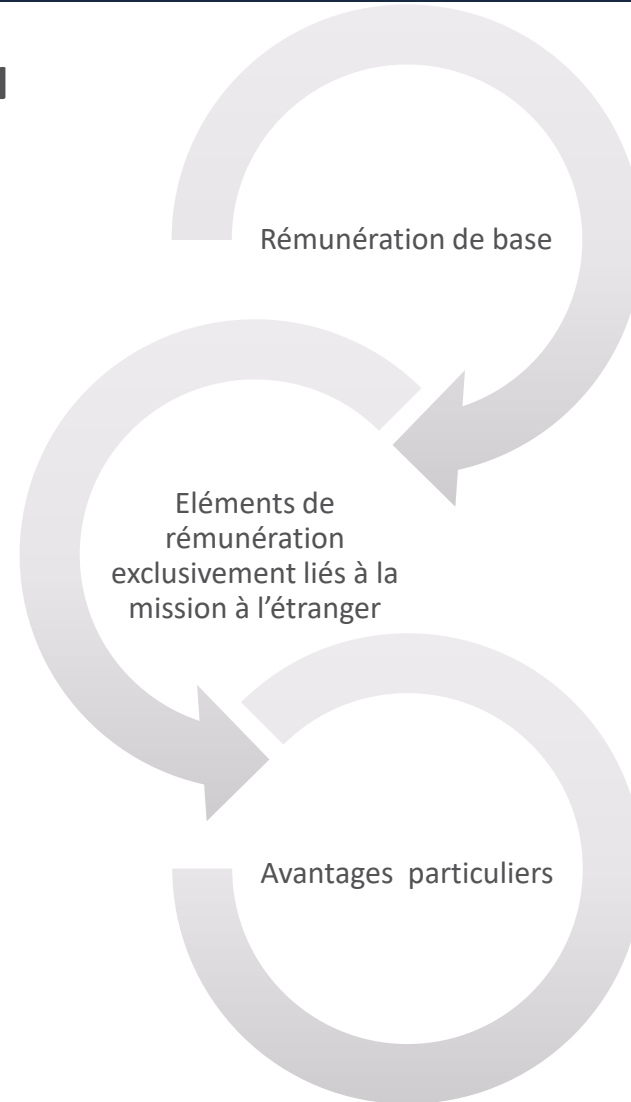
1. Aspects sociaux

CADRE JURIDIQUE DE LA MOBILITÉ



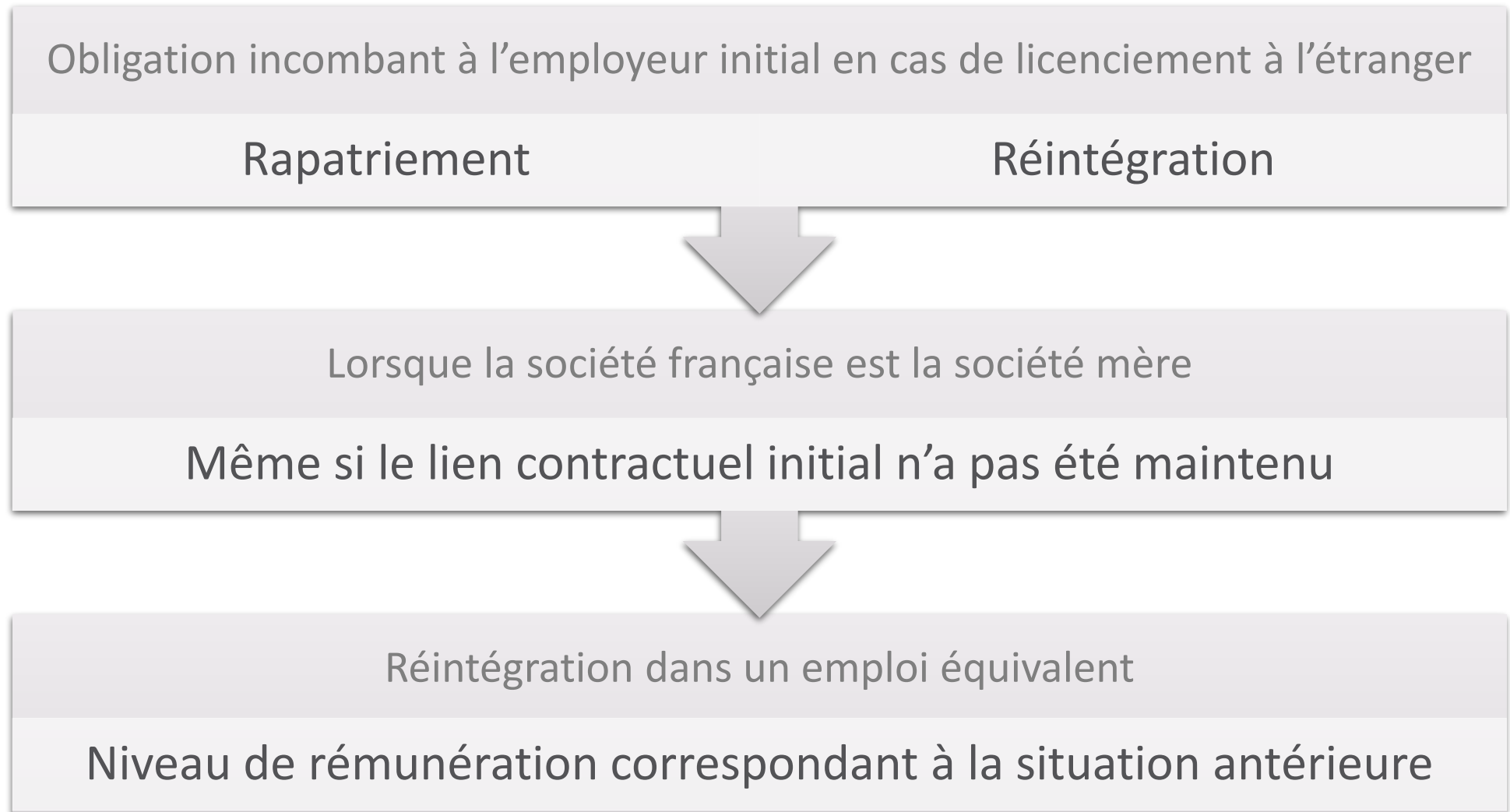
1. Aspects sociaux

ORGANISER LA REMUNERATION



1. Aspects sociaux

FIN DE LA MISSION À L'ÉTRANGER





2. Aspects fiscaux

2. Aspects fiscaux

INCIDENCES FISCALES

⇒ QUESTION N° 1 : RÉSIDENCE FISCALE



- **Maintien de la résidence en France / Transfert hors de France ?**
- **Définition :**
 - Par le droit interne de chaque pays
 - Double résidence : cf. convention fiscale
- **Impacts :**
 - Obligations déclaratives spécifiques
 - Quels revenus imposables en France post départ ?

2. Aspects fiscaux

INCIDENCES FISCALES : DÉFINITION DE LA RÉSIDENCE FISCALE

| France (article 4 B du CGI) | Pays d'implantation | Convention bilatérale (modèle OCDE) |
|---|---------------------|---|
| N° 1 : Foyer en France ou lieu de séjour principal | <i>A vérifier</i> | N° 1 : Foyer d'habitation permanent |
| N° 2 : Activité professionnelle exercée à titre principal en France | | N° 2 : Centre des intérêts vitaux : personnels et économiques |
| N° 3 : Centre des intérêts économiques en France | | N° 3 : Lieu de séjour habituel |
| | | N° 4 : Nationalité |

⇒ **LES 183 JOURS NE SONT PAS UN CRITÈRE ABSOLU**

2. Aspects fiscaux



INCIDENCES FISCALES : CAS DU SÉJOUR TEMPORAIRE HORS DE FRANCE

- **Principe** : salaire taxable dans l'Etat où s'exerce l'activité professionnelle
- **Exception** : taxation dans l'Etat de résidence fiscale (France) si :
 - Le salarié reste moins de 183 jours dans l'autre Etat
 - Et il demeure payé par une entreprise française (et non par l'établissement stable de cette entreprise dans l'autre pays)

2. Aspects fiscaux

AXES D'OPTIMISATION FISCALE / SOCIALE

- Tax equalization :

Ne pas faire supporter au salarié une charge sociale et/ou fiscale supérieure à celle supportée avant le départ :

En cas de surcoût, prise en charge par l'employeur

Frais induits supportés par l'employeur : déménagement, voyage, scolarité, différentiel de coût de la vie, niveau de couverture sociale identique



2. Aspects fiscaux

AXES D'OPTIMISATION FISCALE / SOCIALE

- Split payroll ou salary split : système de fractionnement de la rémunération basé sur l'application des conventions internationales préventives de la double imposition.
- Fiscalement : division de la base taxable entre plusieurs juridictions et donc à payer de l'impôt dans plusieurs pays.

Exemple : Le résident fiscal français obtient ainsi l'exonération en France des revenus d'ores et déjà taxés à l'étranger et une réduction de la charge fiscale sur l'ensemble de ses revenus.

- Socialement :

Principe : Le travailleur est assuré dans un seul Etat à la fois même s'il exerce son / plusieurs activité(s) sur le territoire de plusieurs Etats.

Exceptions

CONTACT

des avocats experts des questions de mobilité internationale

DROIT SOCIAL

Natacha MENOTTI
02 98 64 54 44
natacha.menotti@fidal.com



Manuella FAUVEL
02 99 33 32 29
manuella.fauvel@fidal.com



DROIT FISCAL

Matthieu CHAPIN
02 98 64 54 38
matthieu.chapin@fidal.com



Benoit GALICHON
02 99 33 32 63
benoit.galichon@fidal.com





OUR TALENTS ▪ YOUR BUSINESS